

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

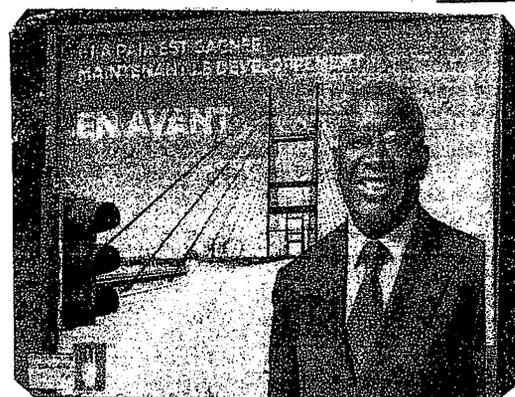
Le 21 novembre 2010

N° 369

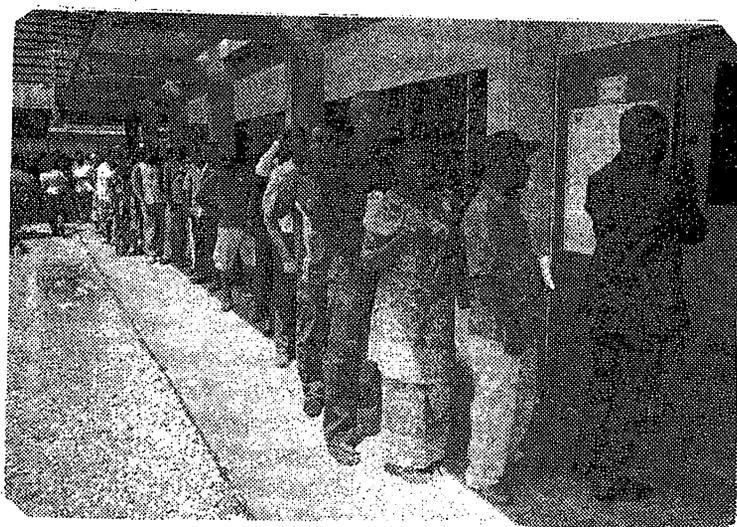
PRIX : 0,60 Euro



CÔTE D'IVOIRE



**DANS LEUR RIVALITE POUR LE POUVOIR
ILS SEMENT LE POISON DE L'ETHNISME
DU REGIONALISME ET DE LA XENOPHOBIE**



SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Côte d'Ivoire :

Dans leur rivalité pour le pouvoir, ils sèment le poison de l'ethnisme, du régionalisme et de la xénophobie

Page 2

Travailleurs, au de-là de cette élection, sachons nous retrouver sur nos revendications communes pour nous faire respecter

Page 3

L'absence d'un parti communiste révolutionnaire défendant les intérêts des exploités est un handicap pour la classe ouvrière

Page 5

Inondation à Ndjaména : les autorités font semblant de venir en aide aux sinistrés

Page 7

- Immigration : un projet de loi qui limite le droit aux soins

- Madagascar : référendum bidon sur fond de dégradation de la situation et mutinerie dans l'armée

ABONNEMENT

FRANCE

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114-Clichy cedex

CÔTE D'IVOIRE

DANS LEUR RIVALITE POUR LE POUVOIR ILS SEMENT LE POISON DE L'ETHNISME DU REGIONALISME ET DE LA XENOPHOBIE

Les trois jours qui ont suivi le premier tour de l'élection présidentielle du 31 octobre furent une période lourde d'angoisse et de peur pour la population. Pendant que les hauts dirigeants des partis politiques en compétition font semblant d'attendre sagement la proclamation officielle des résultats, leurs subalternes font propager le bruit selon lequel c'est leur candidat qui a gagné mais que les autres auraient commencé à sortir leurs machettes pour les empêcher de prendre la présidence. Par conséquence, il fallait qu'ils sortent aussi les leurs pour se défendre.

Toutes ces rumeurs provoquaient une certaine panique dans les quartiers populaires. Tout le monde craignait le retour des violences que le pays avait connu entre 2000 et 2002. Les souvenirs du tristement célèbre « escadron de la mort » et du « charnier de Yopougon » sont encore frais dans la mémoire collective. Par conséquent chacun a préféré rester chez soi plutôt que de s'aventurer en ville. Les transports en commun ne fonctionnaient pratiquement pas. Les marchés étaient presque vides. Et si certains s'y aventuraient durant la matinée, chacun rentrait chez soi avant la fin de l'après midi. De nombreux petits commerces étaient fermés ou n'ouvraient qu'une partie de la journée. Dans la zone industrielle, de nombreuses usines étaient fermées faute de transport mais surtout à cause du climat d'insécurité. Ce n'est qu'à partir de jeudi, soit le quatrième jour après le premier tour, que le climat est redevenu « normal ».

Heureusement que malgré les rumeurs alarmantes qui fusaient de toutes parts, il n'y a pas eu de violence. Ce qui ne veut pas dire que ce sera automatiquement le cas lors du deuxième tour.

La forte participation de la population (plus de 83%) est l'élément le plus marquant de ce premier tour. Dans les quartiers populaires il y avait un réel engouement et une réelle envie de participer à ce scrutin. Devant certains bureaux de vote, des queues commençaient à se former dès 4 heures du matin. Et dans de nombreux endroits, à partir de 14h-15h presque tout le monde avait fini de voter tandis que le personnel chargé du fonctionnement des bureaux de votes attendait tranquillement l'heure de fermeture officielle.

Le commentaire que l'on pouvait entendre la plupart du temps dans les quartiers populaires ou autour de nos familles c'est : « il faut qu'on aille tous voter car nous sommes fatigués de cette situation de crise qui a trop duré ».

Mais comme dans le fond il n'y avait pas grand-chose qui distinguait les principaux candidats les uns des autres, l'électorat populaire s'est partagé selon les critères ethniques ou régionaux. Ainsi les Baoulés ont voté majoritairement pour l'ex-président Bédié, les Dioulas, ou plus généralement les « nordistes » pour Ouattara, tandis que les Bétés et une partie importante des « sudistes » se sont retrouvés derrière l'actuel président Gbagbo.

Il y avait au total 14 candidats. Les trois premiers ont totalisé plus de 95% des voix (Gbagbo 38,04% ; Ouattara 32,07% ; Bédié 25,24%). Ce dernier a contesté le résultat en accusant le camp de Gbagbo de lui avoir « volé la victoire ». Mais ce fut une contestation purement symbolique, plus destinée à consoler les militants du PDCI déçus par la débâcle de leur parti qu'à obliger la CEI (Commission électorale indépendante) à recompter les voix comme le demandait Bédié. Celui-ci savait en réalité qu'il avait reculé, y compris dans les endroits qui étaient considérés comme ses « bastions ». Et s'il doit trouver des responsables de son élimination c'est d'abord dans son propre parti. Bien avant le premier tour, de nombreux dignitaires du PDCI avaient déjà quitté leur parti, pour aller chercher meilleure mangeoire chez Gbagbo. Dona Fologo (considéré comme « un historique » du PDCI) est un de ceux-là. Mais il n'est pas le seul. Et cette fuite ne peut que s'amplifier à l'occasion du 2ème tour. Poussés par leur ambition d'obtenir des postes de sinécures, ils vont se vendre au plus offrant des deux candidats en lice.

Dans leur soif de s'accrocher ou de parvenir au pouvoir, aucun des deux camps n'hésitera à utiliser et à exacerber le sentiment d'appartenance ou d'affinité ethnique.

A l'approche du deuxième tour, les partisans de Gbagbo ont déjà commencé à propager leur rengaine anti-dioula dans l'espoir d'attirer des électeurs de Bédié sensibles à ce thème. Les dirigeants du FPI se relaient, de conférence en interview, de meetings en débats pour sous-entendre que Ouattara serait un « étranger », qu'il serait un « candidat par effraction ». Leurs discours puent la xénophobie

et risquent de mettre le feu aux poudres. Il n'en faut pas beaucoup pour qu'au niveau des sympathisants du FPI les machettes deviennent le prolongement naturel du verbe. On entend déjà dans leur rang des paroles du genre : « Nous ne laisserons jamais notre pays dans les mains des étrangers ! ».

Le principal journal de la place, *Fraternité Matin*, qui avait pourtant été hier encore le principal vecteur de la propagande de « l'ivoirité » chère à Bédié (puis reprise à son compte par Gbagbo), se dit aujourd'hui « effrayé » par le danger que représente la résurgence de « la bombe tribale ». Mais cette « bombe », ce sont eux, plus précisément les politiciens qui sont derrière eux, qui l'ont fabriquée ! Ce sont ces mêmes dirigeants politiques qui dans leur rivalité, ont divisé le pays, qui l'ont coupé en deux, sans que la majorité pauvre y ait gagné autre chose qu'un peu plus de misère et un peu plus de souffrance. Les travailleurs n'ont aucun intérêt à prendre à leur compte cette opposition ethnique ou régionaliste. Ce clivage n'est pas le leur et, même s'il n'a pas été inventé contre eux, servira toujours à ceux qui les dirigent ou qui dirigeront demain pour les affaiblir, les diviser, les dresser les uns contre les autres, eux qui vivent la même vie de pauvreté, qui travaillent et vivent ensemble, côte à côte, qui sont exploités et méprisés, non pas par ce qu'ils sont de telle ou telle région ou de telle ou telle ethnique, mais parce que tout simplement travailleurs.

Nous reproduisons ci-dessous l'éditorial de nos camarades de Côte d'Ivoire sur le premier tour de l'élection présidentielle publié dans leur journal daté du 14 novembre 2010

CÔTE D'IVOIRE

TRAVAILLEURS, AU DELA DE CETTE ELECTION SACHONS NOUS RETROUVER SUR NOS REVENDI- CATIONS COMMUNES POUR NOUS FAIRE RESPECTER

Ceux qui parmi nous avons voté au 1^{er} tour pour Bédié en pensant qu'étant de la même ethnique que lui nous allions envoyer un des nôtres à la présidence, n'avons pas à être déçus de son élimination car il n'avait que du mépris envers nous. Certes, sous sa présidence il n'y avait pas eu de guerre civile, mais c'est tout de même lui qui, en introduisant « l'ivoirité » et en insinuant que son rival d'alors, Ouattara, avait une

« nationalité douteuse », avait mis en place les ingrédients qui allaient conduire à la rébellion puis à la partition du pays.

Mais Gbagbo ou Ouattara ne sont pas pour autant nos « amis ». Gbagbo dit qu'à cause de la guerre il n'a pas pu se consacrer « au développement du pays ». Soit. Mais qui peut croire, par exemple,

qu'il n'a pas eu le temps d'obliger les patrons des entreprises qui font des profits par milliards au moins d'embaucher les travailleurs au lieu de les maintenir indéfiniment sous le statut de journaliers ? Bien sûr, il y a eu la guerre, mais malgré la guerre et, pour certains, grâce à la guerre, une minorité s'est enrichie pendant que nos maigres salaires ont encore été rongés par les augmentations de prix. La présidence de Gbagbo a surtout enrichi les riches mais n'a en rien protégé les pauvres.

Quant à Ouattara, il promet de créer 1,5 million d'emplois. Mais quand il était le Premier ministre, ses principales mesures avaient consisté à obéir aux dictats des bailleurs de fonds et des dirigeants des pays impérialistes pour diminuer le nombre de fonctionnaires, diminuer les budgets dans les domaines utiles à la population. C'est lui qui a mis en place la carte de séjour et qui donna aux policiers une occasion supplémentaire de s'adonner aux rackets et à toutes sortes d'exactions. Nous ne pouvons pas lui donner le bâton pour nous frapper.

La participation massive au premier tour a montré que les classes populaires attachent de l'importance au droit de pouvoir voter, ce qui leur est refusé depuis dix ans. C'est pourtant un droit élémentaire. Faute d'autre choix, l'électorat populaire s'est divisé en fonction de ses sympathies ethniques. Il est vrai qu'il n'y avait guère que cela qui distinguait les trois principaux

candidats. Mais ces votes et les divisions fallacieuses qu'ils consacrent ne doivent pas nous engager pour l'avenir.

Une fois les élections terminées et quels qu'aient été nos votes respectifs, nous avons intérêt à nous retrouver entre nous, pour nous faire respecter en tant que travailleurs. C'est ensemble que nous pouvons nous défendre contre l'arbitraire patronal. Par de-là nos origines, nous avons tous besoin d'un salaire correct qui nous permette de faire vivre notre famille et qui soit automatiquement augmenté lorsque les prix augmentent. Nous avons tous besoin d'un emploi stable, d'une protection contre les conséquences de maladies, afin que celles-ci ne se transforment en drame pour toute la famille. Nous avons tous intérêt à faire cesser les rackets des corps habillés. Tout cela, nous n'avons une chance de l'imposer au patronat et à l'Etat que si nous sommes unis autour de nos revendications de travailleurs, en refusant de servir de pions dans des affrontements politiques qui ne nous concernent pas.

Quels qu'aient pu être nos votes, sachons nous retrouver autour de ces objectifs et nous organiser pour les imposer.

CÔTE D'IVOIRE

L'ABSENCE D'UN PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DEFENDANT LES INTERETS DES EXPLOITES EST UN HANDICAP POUR LA CLASSE OUVRIERE

Le droit de vote est un droit élémentaire. Que les électeurs de ce pays y soient attachés, et ils l'ont montré par leur participation massive au premier tour, est tout à fait normal. Pendant la dictature de Houphouët-Boigny, il y a eu certes des élections, mais des élections bidon avec des résultats fabriqués d'avance. Pendant les cinq dernières années, il n'y a même pas eu d'élection présidentielle alors qu'il aurait dû y en avoir.

Même dans les pays qui se prétendent les plus démocratiques -les États-Unis, par exemple, ou la France-, les élections ne permettent pas de changer fondamentalement les choses, ne serait-ce que pour cette raison simple que la richesse, la mainmise de la minorité possédante sur les usines ou sur les banques ne

sont jamais soumises à vote. Or, c'est cette minorité de capitalistes qui commande la vie économique, qui peut embaucher ou licencier comme elle veut, qui peut décider de ce qui doit être produit et comment ça doit être produit, en fonction de leurs seuls espoirs de profits, sans se préoccuper de ce qui est utile à la population, de ce qui est inutile, voire dangereux. Des grands capitalistes comme Bolloré, Aga Khan ou Bouygues sont plus puissants non seulement que Gbagbo, Bédié ou Ouattara, mais plus puissants aussi que Sarkozy.

Sans pouvoir changer les choses, les élections ont cependant l'utilité de permettre l'expression d'une opinion. Mais c'est précisément là que le bât blesse en

Côte d'Ivoire. Il existe dans ce pays un certain nombre de travailleurs qui, tout en étant attachés au droit de vote, ne voulaient pas cautionner par leur vote ni Gbagbo, ni Bédié, ni Ouattara, ni aucun autre. Ils ne voulaient pas cautionner par leur vote ni la politique de ces gens-là, ni leur ethnisme. Ils étaient en quelque sorte déchirés entre leur désir de montrer qu'ils tiennent aux élections et celui de ne pas apporter leur soutien à un politicien dont les idées ne les représentent pas.

Certains ont surmonté cette contradiction en mettant un bulletin nul dans l'urne, d'autres en évitant d'aller voter. C'était mieux que cautionner, par son vote, celui qui une fois élu mènera une politique détestable. Aucune des deux solutions n'en est vraiment une. Car les deux attitudes peuvent être interprétées comme un signe de neutralité par rapport aux droits démocratiques eux-mêmes.

En réalité, le seul moyen de surmonter cette contradiction dans l'avenir, c'est que

naisse un parti politique qui exprime les intérêts des travailleurs et des pauvres et leurs revendications. Pour un tel parti, la campagne électorale serait l'occasion de faire connaître ses idées et de faire entendre les aspirations et les exigences des classes exploitées. Elle serait l'occasion d'opposer aux candidats qui, tous, défendent des variantes d'une politique favorable aux riches, une autre politique, favorable aux ouvriers, aux employés, aux chômeurs, aux pauvres.

Et le vote permettrait à tous ceux qui sont d'accord avec le programme de ce parti de l'exprimer clairement en votant pour lui et, par là même, de se compter.

Le droit de vote peut être un outil pour une organisation qui se bat pour les intérêts des travailleurs, mais encore faut-il que cette organisation existe et qu'elle sache s'emparer de ce droit et s'en servir dans l'intérêt des classes populaires !

CÔTE D'IVOIRE

QUAND LES DIRIGEANTS DU FPI DISENT QU'ILS SONT LES SEULS A NE PAS PRATIQUER LE « VOTE ETHNIQUE ET TRIBAL »

Gbagbo soutient que parmi tous les candidats, il est le seul « national » et « trans-ethnique », alors que ces deux principaux rivaux Ouattara et Bédié seraient eux, adeptes du « vote ethnique et tribal ». Pour argumenter ses propos il dit que s'il ne devait compter que sur les seuls votes de son ethnie Bété il ne serait jamais élu président de la Côte d'Ivoire car elle est minoritaire. Il se défend d'avoir accusé Ouattara d'« étranger » et dit qu'il y a une différence entre dire cela et dire que « ceux qui voteront pour lui, voteront pour laisser le pays aux mains des étrangers ». Il faut être d'un sacré cynisme pour faire croire que cela n'est pas jouer avec l'ethnisme. De toutes les façons les sympathisants et les militants du FPI, eux, ont déjà traduit les paroles de leur candidat en propagande haineuse anti-dioula et plus généralement anti-nordiste. Et en cette période

de campagne pour le deuxième tour, ils jouent à fond sur le rejet anti-dioula et sur la xénophobie pour tenter de rallier les votes des indécis du camp de Bédié.

Ils font circuler des sms ou des mails pour appeler « les ivoiriens à la résistance contre ADO le candidat de l'étranger », « à voter pour leur frère ivoirien », à dire que « Ouattara risque de changer les frontières du pays ou le nom même de la Côte d'Ivoire » ; « avec ADO, les étrangers vont nous envahir, arracher nos emplois, nous chasser et nous tuer », etc.

Voilà comment ils attisent les tensions interethniques tout en disant que ce sont les autres qui en sont responsables.

CÔTE D'IVOIRE

REPRESAILLES ET MENACES CONTRE LES PETTIS PAYSANS

Après la proclamation des résultats du premier tour, plusieurs familles baoulés d'Issia, se sentant en insécurité, ont dû quitter momentanément leurs villages (Brokoua, Bèmedi, Dobia, etc.) pour se réfugier chez des parents en ville. Selon le quotidien « *le Patriote* » du 9 novembre, des fermes, des habitations et des plantations appartenant à ces paysans auraient été saccagées par des gens du FPI.

D'autres petits paysans vivant dans les départements d'Issia, de Bouaflé et de Daloa, sont l'objet de menaces et d'intimidations du même genre bien que jusqu'ici il n'y ait pas encore eu mort d'hommes.

Ces paysans désignés sous le vocable d'« *allogènes* » (généralement installés depuis des générations sous Houphouët Boigny et, avec l'accord et parfois l'encouragement des « *autochtones* » qui y ont trouvé un intérêt) ne se sentent plus en sécurité dans leurs campements et villages parce que les partisans du pouvoir actuel leur reprochent d'avoir voté pour Bédié et non pour Gbagbo lors du premier tour.

A Bouaflé, certains villageois baoulés ont fait appel à la police et au préfet de cette localité pour qu'ils viennent assurer leur protection pendant cette période électorale. Ce préfet a simplement banalisé et minimisé à la télé cet appel de protection préventif en prétendant qu'il n'y a rien du tout. La presse à la solde du régime va aussi dans le même sens tout en essayant de faire passer cette montée de tension comme de simples rumeurs infondées. Mais en même temps, c'est cette même presse qui continue d'attiser les braises par en dessous.

Comme quoi, même si globalement le premier tour de cette élection s'est déroulé dans un calme « *relatif* », il est fort à craindre que ce genre de tensions et conflits en milieu rural risque de s'aggraver lors du second tour.

INONDATIONS A NDJAMENA

LES AUTORITÉS FONT SEMBLANT DE VENIR AU SECOURS DES SINISTRÉS

Cette année, exceptionnellement, la pluie a été abondante et assez régulière dans le sud du Tchad. Chose rare, il continue de pleuvoir, même



9^{ème} arrondissement de Njaména :
Le marché de Walia inondé par les eaux

en octobre. Les paysans sont contents de cette pluviométrie ; leurs récoltes sont bonnes. Un cultivateur qui a plusieurs champs (de mil, riz et arachide) et qui exerce dans la région de Sarh, déclare : « depuis des années, c'est la première fois que des voleurs n'ont pas visité mon champ ; certains paysans préfèrent faire les récoltes intéressantes, et abandonnent par exemple les champs de maïs qui ne rapportent pas grand chose ».

Le poisson demeure encore cher pour les petites bourses (6 ou 7 anguilles et capitaines coûtent 12.000 à 15.000 francs CFA) alors que l'ouvrier ou le manoeuvre gagne environ 20.000 francs CFA par mois. Pourtant le Chari et le Logone, dont les lits ont débordé à cause des pluies abondantes, contiennent plus de poisson cette année.

En revanche, à Sarh, Moundou, Doba et même Bongor, les produits comme le riz, le mil, l'arachide et autres sont relativement bon marché.

Mais le bonheur des uns fait le malheur des autres. Les débordements du Chari et du Logone ont inondé des zones habitables de Ndjaména, la capitale. A Walia, par exemple, située dans le 9^{ème} arrondissement, des maisons baignent dans l'eau, d'autres se sont écroulées ; Le grand marché du coin, également envahi par les eaux, est devenu un lac. Ngueli, ville voisine, a subi le même sort.

Le constat est amer et le spectacle désolant : la plupart des habitants des deux villes ont trouvé refuge dans des bâtiments administratifs, des écoles en particulier ; certains, refusant de fuir, tentent par des moyens du bord, de monter des digues de fortune (sacs remplis de sable) pour se protéger contre la montée des eaux. Pour se rendre d'un endroit à l'autre, il

faut utiliser la pirogue, et déboursier à chaque fois 100 francs CFA.

Officiellement, on parle de 12.000 sinistrés. Pendant plus d'une semaine, les autorités ont superbement ignoré les sinistrés de Walia et de Ngueli. Puis elles sont intervenues pour distribuer quelques vivres et des tentes : une goutte d'eau dans le fleuve. Les eaux ne se retirant que très lentement ; le problème des sinistrés qui espèrent regagner leur logis demeure très préoccupant.

Mais là n'est pas le souci de nos gouvernants qui continuent de mener le même train de vie : vivre dans le luxe, loin des quartiers inondés, et rouler dans de belles voitures neuves rutilantes.

TCHAD

IDRISS DEBY ET SON CLAN MONOPOLISENT DES SECTEURS-CLÉ DE L'ECONOMIE

Ce n'est un secret pour personne quand on dit que Deby et son clan se servent grassement de l'argent du pétrole pour s'enrichir, à vue d'œil ; ils se servent de cette manne pour investir dans des entreprises ou les acheter pour leur compte personnel.

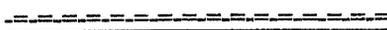
Ainsi Mme Hinda Deby, après avoir construit des restaurants, notamment à Doba dans le Sud, près de la zone pétrolière de Komé, a, il y a quelques années, créé une entreprise de transport « Epress Sud Voyage ». Des cars flambant neufs, quittent Ndjaména et vont jusqu'à Sarh, traversant ainsi tout le sud du pays. Ndjaména-Moundou : 9.000 francs CFA ; Moundou-Sarh : 7.500 francs CFA en passant par Kélo, Doba et Koumra. Dans chaque ville, il existe des relais appartenant à la même dame Hinda Deby, avec thé, café, etc. Celle-ci ne tolère pas la concurrence, mais elle est obligée d'accepter celle du grand frère de son mari. Il a créé, lui, Aboussalam, une autre compagnie de

transport qui fait les mêmes trajets, et les prix sont sensiblement les mêmes.

Mais « Aboussalam » est un peu plus populaire ; les cars s'arrêtent plusieurs fois en cours de route, pour embarquer un paysan, parfois avec son sac de mil, sa chèvre ou ses poulets-bicyclette, ou une paysanne avec ses enfants, pour les laisser dans un autre village.

Les autres transporteurs sont rares et font l'objet de menaces permanentes pour les décourager, et les pousser à abandonner leur travail. Ainsi sur ce terrain-là, ce sont deux membres du clan-Deby qui font la loi, avec l'argent public.

Un jour viendra où tous ces profiteurs (on les appelle à Ndjaména les « Nouveaux riches ») devront rendre compte aux masses populaires de leur main basse sur les caisses de l'Etat.



IMMIGRATION

UN PROJET DE LOI QUI LIMITE LES DROITS AUX SOINS

Les députés UMP ont pondu un projet de loi qui limite les droits aux soins médicaux des travailleurs sans-papiers. Jusqu'à maintenant tout travailleur étranger sans-papiers vivant en France depuis plus de trois mois pouvait faire une demande d'aide médicale. Ainsi il lui est accordé une Aide Médicale d'Etat (AME) gratuite, financée par l'Etat et gérée par la Sécurité Sociale. Cela concerne tous les sans-papiers justifiant leur présence dans le territoire et ne travaillant pas. C'est ainsi que, après bien de tracasseries plus de deux cent mille personnes ont pu se faire soigner grâce à l'AME. Pour ceux qui ont les papiers en règle mais n'ont pas les moyens, sans travail, et trop pauvres, et n'ayant pas l'assurance maladie, eux bénéficient de la Couverture maladie universelle (CMU), et peuvent accéder aussi aux soins gratuitement.

Maintenant les députés veulent réduire ces droits. Surtout pour l'AME. D'abord cette aide ne sera plus gérée par la Sécurité sociale mais par la préfecture. Cela veut dire que la Préfecture aura encore plus de moyens pour contrôler les sans-papiers, voire les expulser. Cela veut dire surtout qu'un certain nombre de travailleurs n'auront pas droit aux soins et cela est une situation néfaste pour la santé de ces gens-là et aussi pour le reste de la population qui les côtoie. En plus si un sans-papier arrive à avoir droit quand même à l'AME nouvelle version, elle n'aura qu'une durée de trois mois au

lieu d'un an aujourd'hui. Sans compter que l'Etat veut faire payer une participation de 30 Euros par an. Il faut imaginer les tracasseries administratives pour renouveler tous les trois mois cette carte d'aide médicale. Concernant les travailleurs immigrés l'Etat restreint l'accès aux soins médicaux sous prétexte que certains étrangers en profiteraient pour se faire pratiquer des opérations de chirurgie esthétique ou des fécondations in vitro. C'est de la démagogie. Déjà si les travailleurs sans-papiers arrivent à subvenir à leurs besoins quotidiens, c'est un exploit.

Le gouvernement s'attaque depuis un certain temps aux droits sociaux des travailleurs en général. Les dernières restrictions c'est sur la retraite. La loi est passée mais les travailleurs ont clairement montré qu'ils ne sont pas d'accord par des manifestations très importantes.

L'Etat veut faire des économies sur tout ce qui concernent les droits des travailleurs. Par contre il ne lésine pas pour faire des cadeaux aux patrons. C'est pour quoi il nous faut combattre toutes ces restrictions, tous les travailleurs français et immigrés ensemble.

MADAGASCAR

REFERENDUM BIDON SUR FOND DE DEGRADATION DE LA SITUATION ET MUTINERIE DANS L'ARMEE

Depuis la chute du régime de Ravalomanana il y a environ deux ans le pays est en proie à une crise politique opposant différents clans des classes dirigeantes. Il y a bien sûr les partisans du président déchu mais aussi ceux de son prédécesseur Ratsiraka qui a dirigé le pays durant plusieurs mandats totalisant une bonne vingtaine d'années. Il y a aussi les partisans d'Albert Zafy qui a dirigé le pays durant quelques petites années entre deux mandats de Ratsiraka.

Le régime actuel dirigé par Andry Rajoelina tient son pouvoir des mains des militaires qui avaient écarté son prédécesseur à la

suite de plusieurs semaines de manifestations surtout à Antananarivo, la capitale.

Ravalomanana était un riche homme d'affaire à la tête de la société Tiko spécialisée dans les produits laitiers. Avant de devenir président il s'était fait élire maire de la capitale, poste qui lui a servi de tremplin pour l'élection présidentielle. Une fois président son emprise sur l'économie s'est considérablement étendue puisqu'il a fait main basse sur de nombreux secteurs. Des chaînes de distribution, l'import-export, les

eaux minérales, les huiles alimentaires, le BTP, des sociétés liées aux activités portuaires, des fermes bovines dans la région d'Antsirabe, telles sont quelques uns des secteurs qu'il a « acquis » depuis qu'il était devenu président. Il avait bénéficié du soutien sans faille du FJKM, le puissant conseil de l'église protestante. Dans ses entreprises, surtout celles situées sur le plateau mérina (région située autour de la capitale où cette église est majoritaire), les salariés étaient tenus de se soumettre aux séances de prière collective chaque matin avant la prise de travail.

Quand Ravalomanana est tombé, une partie de son patrimoine à commencer par les grands magasins et les entrepôts a pris feu. Lui-même est parti en exil (actuellement en Afrique du Sud). Ses partisans les plus proches ont été arrêtés ainsi que quelques uns des dirigeants de l'église trop compromis avec son pouvoir. L'Assemblée nationale et le Sénat ont été dissous et remplacés par des structures provisoires dans lesquelles ne siègent que des personnes désignées par le nouvel homme fort Andry Rajoelina.

L'arrivée au pouvoir de Rajoelina, lui-même issu des classes riches, a sans doute permis un partage plus équitable des richesses entre différents clans qui composent ces classes. Ceux qui occupaient des hautes fonctions dans le régime précédent ont dû céder la place à de nouveaux venus avides et aux dents longues. Les caisses de l'Etat ont continué à se vider au détriment des services publics utiles à la population. Le pays a encore plus basculé dans la pauvreté et dans une crise politique opposant différents clans de la classe riche.

Les grandes puissances au premier rang desquelles figurent les Etats-Unis, ne reconnaissent pas le nouveau régime. Celui-ci est sommé d'associer en son sein les formations liées aux anciens présidents avant l'organisation d'élections ouvertes à tous ces partis.

Les dirigeants actuels quant à eux ont fait le choix de faire la démonstration de leur popularité en organisant un référendum pour une nouvelle constitution, celle de la 4^{ème} République. Cette constitution serait taillée sur mesure pour l'actuel homme fort puisque l'âge requis pour être candidat à la présidentielle serait ramené à 35 ans au lieu de 40 actuellement (Rajoelina a 36 ans). De plus, seuls pourraient se présenter ceux qui sont résidents dans le pays depuis au moins six mois avant la date d'enregistrement comme candidat. Ravalomanana, condamné à la perpétuité par contumace serait écarté de la course et Ratsiraka serait contraint de rappliquer dare dare s'il veut avoir une chance de se présenter.

Le référendum a donc eu lieu le 17 novembre. Il serait suivi dans quelques semaines d'élections municipales, puis par la suite de législatives et présidentielle dans le courant de l'année 2011.



Des partisans de l'opposition tenant un meeting dans un stade

Les dirigeants actuels considèrent que si la participation de la population à ce scrutin plébiscitaire est forte et si le OUI l'emporte, cela constituerait une sorte de démonstration de sa popularité aux yeux des grandes puissances. Ils font tout pour que les entreprises qui ont déserté le pays et avec eux les capitaux, reviennent avec la stabilité ainsi retrouvée. Ils ont besoin de la reconnaissance internationale et des prêts financiers pour renflouer les caisses et entreprendre des grands travaux laissés en suspens depuis la crise.

En attendant, la crise au sommet a fait des dégâts. L'économie du pays s'est considérablement ralentie. Les possesseurs de capitaux ne se sont pas appauvris pour autant mais ils ont jeté leurs salariés à la porte et pour certains d'entre eux expatrié leurs fonds en lieux sûrs, vers les pays riches.

Dans les grandes villes les travailleurs sont au premier rang des victimes de cette situation. Les zones industrielles sont désertes et les trottoirs et même les rues de la capitale sont remplis de personnes qui vendent toutes sortes d'objets, généralement de la pacotille, pour essayer de s'en sortir. Beaucoup de gens ne mangent pas à leur faim loin s'en faut. Pour éviter les émeutes, les pouvoirs publics ont mis en place quelques « Tsena mora », points de vente de produits alimentaires de première nécessité, subventionnés. Pour en bénéficier il faut présenter certains documents attestant le nombre de personnes au foyer, authentifiés par des représentants du Fokontany (communauté départementale). Chaque

jour, de longues queues bien serrées se forment devant ces endroits sans lesquels la famine ferait des victimes. Les couches sociales qui possèdent un petit quelque chose craignent parfois d'en être dépossédées surtout à la tombée de la nuit car à ce moment-là l'insécurité règne.

Dans la brousse semi désertique du sud du pays la sous-alimentation a largement fait place à la famine. Les rares denrées qu'on trouve sur les étals le jour du marché hebdomadaire sont des tubercules de manioc séché en provenance des magasins de stockage des commerçants situés dans les petites villes. En cette période dite de soudure la nourriture ne vient pas des campagnes vers les villes mais l'inverse. Mais bien peu de gens ont assez d'argent pour s'en procurer. Les populations Antandroy qui habitent ces contrées déshéritées ont tendance à envoyer leurs enfants valides en état de travailler en direction des villes plus au nord. Ils sont nombreux à y occuper les emplois les plus durs tels que les tireurs de pousse-pousse ou les manœuvres en tout genre.

Les émeutes de la faim n'ont pas encore éclaté mais le climat est très tendu.

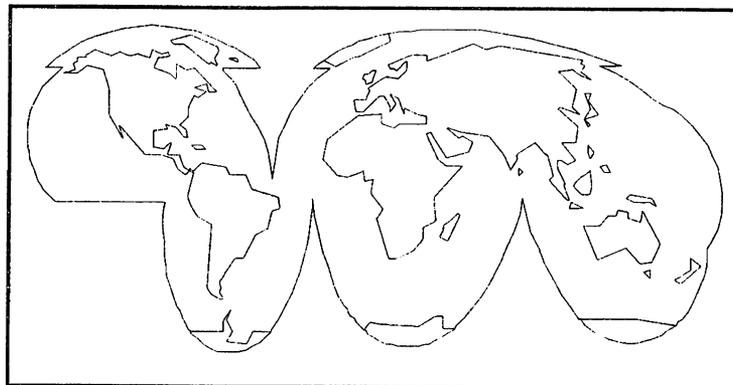
Le pouvoir présente le référendum comme le sésame pouvant ouvrir la voie vers un retour à la normale de la situation. Beaucoup de gens ne sont pas allés voter mais même ceux qui ont fait le déplacement l'ont fait sans trop d'illusion.

C'est dans ce contexte qu'une mutinerie dirigée par une vingtaine d'officiers supérieurs a eu lieu dans un camp militaire situé près de l'aéroport de la capitale, le jour même du référendum. Après trois jours de négociation secrète infructueuse le pouvoir a donné l'assaut.

La stabilité et le retour à la normale annoncés semblent s'éloigner de l'horizon. Le pouvoir réussira-t-il à trouver une issue pour pouvoir durer à la tête du pays sans être balayé par les militaires c'est-à-dire ceux-là même qui ont écarté l'ancien dirigeant et son clan ?

Dans un cas comme dans l'autre les classes pauvres n'ont rien à espérer de bon en leur faveur.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.